

Association EyesUp Statuts

Forme juridique, but et siège

Art. 1

Sous le nom de EyesUp il est créé une association à but non lucratif régie par les présents statuts et par les articles 60 et suivants du Code civil suisse.

Art. 2

L'Association a pour but de :

lutter contre toutes les formes de harcèlement sexuel
mettre en place des outils pour renforcer les moyens d'action des cibles du harcèlement sexuel, notamment par le biais d'une application
offrir conseils, analyses et toutes autres formes de soutien contre le harcèlement sexuel
mobiliser un réseau de lutte contre la harcèlement de rue.

Art. 3

¹ Le siège de l'Association est à Lausanne

² Sa durée est illimitée.

Organisation

Art. 4

Les organes de l'Association sont :

l'Assemblée générale ;
le Comité ;
l'Organe de contrôle des comptes.

Art. 5

¹ Les ressources de l'Association sont constituées par les cotisations ordinaires ou extraordinaires de ses membres, des dons, ou legs, par des produits des activités de l'Association et, le cas échéant, par des subventions des pouvoirs publics.

² L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

³ Ses engagements sont garantis par ses biens, à l'exclusion de toute responsabilité personnelle de ses membres.

Membres

Art. 6

Peuvent être membres toutes les personnes ou organismes intéressés à la réalisation des objectifs fixés par l'art. 2.

Art. 7

L'Association est composée de membres individuels.

Art. 8

Les demandes d'admission sont adressées au Comité. Le Comité admet les nouveaux membres et en informe l'Assemblée générale.

Art. 9

¹ La qualité de membre se perd :

- a) par la démission. Dans tous les cas la cotisation de l'année reste due.
- b) par l'exclusion pour de " justes motifs ".
- c) par le non paiement répété des cotisations (2 ans).

² L'exclusion est du ressort du Comité. La personne concernée peut recourir contre cette décision devant l'Assemblée générale. Le non paiement répété des cotisations (deux ans) entraîne l'exclusion de l'Association.

Assemblée générale

Art. 10

L'Assemblée générale est le pouvoir suprême de l'Association. Elle comprend tous les membres de celle-ci.

Art. 11

¹ Les compétences de l'Assemblée générale sont les suivantes. Elle :
adopte et modifie les statuts ;
élit les membres du Comité et de l'Organe de contrôle des comptes ;
détermine les orientations de travail et dirige l'activité de l'Association ;
approuve les rapports, adopte les comptes et vote le budget ;
donne décharge de leur mandat au Comité et à l'Organe de contrôle des comptes ;
fixe la cotisation annuelle des membres individuels et des membres collectifs ;
prend position sur les autres projets portés à l'ordre du jour.

² L'Assemblée générale peut saisir ou être saisie de tout objet qu'elle n'a pas confié à un autre organe.

Art. 12

Les assemblées sont convoquées au moins 20 jours à l'avance par le Comité. Le Comité peut convoquer des assemblées générales extraordinaires aussi souvent que le besoin s'en fait sentir.

Art. 13

L'assemblée est présidée par le-la Président-e ou un-e autre membre du Comité.

Art. 14

Les décisions de l'Assemblée générale sont prises à la majorité simple des membres présent-e-s. En cas d'égalité des voix, celles du-de la président-e est prépondérante.

Art. 15

Les votations ont lieu à main levée. À la demande de 5 membres au moins, elles auront lieu au scrutin secret. Il n'y a pas de vote par procuration.

Art. 16

L'Assemblée se réunit au moins une fois par an sur convocation du Comité.

Art. 17

L'ordre du jour de cette assemblée annuelle (dite ordinaire) comprend nécessairement :
le rapport du Comité sur l'activité de l'Association pendant l'année écoulée ;
un échange de points de vue/décisions concernant le développement de l'Association ;
les rapports de trésorerie et de l'Organe de contrôle des comptes ;
l'élection des membres du Comité et de l'Organe de contrôle des comptes ;
les propositions individuelles.

Art. 18

Le Comité est tenu de porter à l'ordre du jour de l'Assemblée générale (ordinaire ou extraordinaire) toute proposition d'un-e membre présentée par écrit au moins 10 jours à l'avance.

Art. 19

L'Assemblée générale extraordinaire se réunit sur convocation du Comité ou à la demande d'un cinquième des membres de l'Association.

Comité

Art. 20

Le Comité exécute et applique les décisions de l'Assemblée générale. Il conduit l'Association et prend toutes les mesures utiles pour que le but fixé soit atteint. Le Comité statue sur tous les points qui ne sont pas expressément réservés à l'Assemblée générale.

Art. 21

Le Comité se compose au minimum de trois membres. L'assemblée générale élit un-e président-e, un-e trésorier-ère et un-e secrétaire. Il se réunit autant de fois que les affaires de l'Association l'exigent. Le comité est élu chaque année.

Les membres du comité travaillent de manière bénévole, sous réserve du remboursement de leurs frais effectifs.

Art. 22

L'Association est valablement engagée par la signature collective de deux membres du Comité.

Art. 23

Le Comité est chargé :

- de prendre les mesures utiles pour atteindre les objectifs visés;
- de convoquer les assemblées générales ordinaires et extraordinaires ;
- de prendre les décisions relatives à l'admission et à la démission des membres ainsi qu'à leur exclusion éventuelle ;
- de veiller à l'application des statuts, de rédiger les règlements et d'administrer les biens de l'Association.

Art. 24

Le Comité est responsable de la tenue des comptes de l'Association.

Art. 25

Le Comité engage et licencie les collaborateurs-trices salarié-e-s et bénévoles de l'Association. Il peut confier à toute personne de l'Association ou extérieure à celle-ci un mandat limité dans le temps.

Organe de contrôle

Art. 26

L'organe de contrôle des comptes vérifie la gestion financière de l'Association et présente un rapport à l'Assemblée générale. Il se compose de deux vérificateurs-trices élu-e-s par l'Assemblée générale.

Dissolution

Art. 27

La dissolution de l'Association est décidée par l'Assemblée générale à la majorité des deux tiers de l'ensemble des membres de l'Association. En cas de dissolution ou de départ à l'étranger, l'actif éventuel restant sera attribué à une institution suisse exonérée d'impôt en raison de son but d'utilité publique ou de service public.

Les présents statuts ont été adoptés par l'assemblée constitutive du 13.11.2018 à Lausanne. Ils ont été modifiés suite à l'Assemblée générale du mardi 20 octobre 2020.



Léonore Porchet